

Cohérence. Un réseau inter-associatif pour le développement durable

Dans les années 1950, la Bretagne était une région réputée pauvre avec une population agricole nombreuse. Aujourd'hui elle concentre, sur une surface égale à 6 % du territoire national, 20 % de la production laitière, 56 % des porcs, 35 % de la volaille. Le modèle breton a donné naissance à un secteur agroalimentaire puissant mais a aussi montré ses limites : beaucoup de volumes produits pour peu de valeur ajoutée, un coût grandissant des nuisances et pollutions, et finalement une vulnérabilité économique avec l'ouverture des marchés au niveau mondial et la fin à venir des restitutions à l'exportation. Dans ce contexte, s'est manifestée une contestation grandissante venant de trois horizons différents. D'abord, dès le début des années 1970, celle portée par des associations de protection de l'environnement. Ensuite est apparue une contestation au sein même de la profession agricole. Enfin, dans les années 1990, c'est l'irruption des consommateurs à la suite de diverses alertes alimentaires.

En 1997, les conditions sont réunies pour que se rencontrent tous ces militants associatifs qui pointent du doigt les dérives du « modèle productiviste breton ». La première grande apparition du

mouvement Cohérence sera la manifestation de Pontivy, le 21 mars 1999, avec 8 000 participants pour réclamer « pour l'eau, une autre agriculture » et peser sur la réforme en cours de la Politique agricole commune (Pac) en réclamant notamment la fin de la prime au maïs ensilage qui encourage la culture du maïs au détriment de l'herbe. Cohérence est aujourd'hui un réseau d'une centaine d'associations dans l'Ouest et rassemble trois familles : les producteurs agricoles (agricultures biologique, durable, paysanne), les consommateurs et les environnementalistes. L'appartenance à ce réseau témoigne de la volonté d'un certain nombre d'associations de passer de la contestation du modèle productiviste breton, contestation qui reste nécessaire, à la volonté de construire ensemble un « développement durable et solidaire ». Les associations membres de Cohérence se mobilisent notamment sur trois domaines : la production porcine durable, la réforme de la Pac et, les filières de production animales non-OGM (organisme génétiquement modifié).

La production porcine a été et reste source de conflits entre les producteurs et leurs riverains. Le premier travail de Cohérence a été de mettre autour de la table

éleveurs de porcs, consommateurs et environnementalistes pour élaborer un cahier des charges, sur lequel l'éleveur s'engage et que le consommateur peut identifier et privilégier pour permettre à l'éleveur de vivre de sa production. Ce cahier des charges comporte quatre critères impératifs : engraissement sur litière, moins de 140 unités d'azote organique par hectare au lieu des 170 réglementaires, alimentation non-OGM, pas d'antibiosupplémentation. Ensuite, il accueille dans son élevage des représentants d'associations du réseau Cohérence qui débattent et donnent leur avis. Enfin, une commission décide de l'attribution de l'identifiant pour un an. Les éleveurs ainsi « identifiés » s'inscrivent, d'année en année, dans une démarche de progrès, considérant que le développement durable et solidaire est un objectif toujours perfectible. À la différence des signes de qualité existants, il s'agit ici d'une certification « participative » où l'avis des associations proches a de l'importance. L'objectif est bien de réconcilier les éleveurs avec leur voisinage.

Ensuite, la Pac a été régulièrement un sujet de débat au sein de Cohérence. Premier constat : pour parvenir à une position commune, il faut comprendre la Pac, prendre le temps de s'écouter et d'intégrer dans ses analyses celles des partenaires. C'est un exercice exigeant mais qui, mené à terme, enrichit la position commune et

donne de la cohésion. La dernière manifestation commune a été celle de Vitré le 21 mai 2005. Avec les associations de consommateurs et d'environnementalistes, Cohérence était aux côtés de la Confédération paysanne, des Fédérations régionales de l'agriculture biologique, du Réseau agriculture durable et des Centres d'initiatives pour la valorisation de l'agriculture et du milieu rural pour refuser l'instauration de droits historiques à primes et réclamer au gouvernement français une répartition plus légitime et plus équitable des aides publiques à l'agriculture, en acceptant le principe d'une mutualisation progressive.

Enfin, les trois familles constitutives de Cohérence ont chacune de bonnes raisons de refuser les OGM dans les champs et les assiettes. Sans énumérer toutes ces bonnes raisons, ce qui fait consensus, c'est le refus de l'introduction, dans la chaîne alimentaire, de soja contenant des résidus et dérivés de glyphosate (le soja transgénique est une plante tolérante à cet herbicide total). C'est aussi la volonté d'être solidaire avec l'agriculture familiale en Amérique latine. C'est la raison pour laquelle Cohérence demande l'étiquetage des produits animaux (viande, lait, œufs) lorsque les animaux ont consommé un aliment OGM (les aliments du bétail sont étiquetés mais pas les produits qui en sont issus). Prenant acte des engagements des nouveaux élus régio-

naux, Cohérence a œuvré à la mise en relation de la région Bretagne avec l'État brésilien du Paraná qui exporte du soja non-OGM. Une étude de faisabilité, réalisée avec la participation d'une ONG brésilienne, montre que le pari des filières de productions animales avec une alimentation non-OGM est possible.

Nous avons donné trois exemples d'actions du réseau Cohérence dans le domaine agricole. Nous aurions pu parler aussi de restauration collective, moyen concret de sensibiliser élus, parents d'élèves et associations autour de la bonne alimentation, de l'éducation du jeune consommateur, ou encore de la possibilité d'encourager des producteurs locaux vers des systèmes de production plus respectueux de la santé et des ressources naturelles.

Par la multiplicité des acteurs réunis, par la recherche de toujours plus de cohérence dans nos actes de producteurs ou de consommateurs, nous voulons donner un sens concret au terme

de « développement durable et solidaire ». L'investissement militant est quotidien ; les résultats se mesurent sur une échelle de temps plus longue.

JEAN-YVES GRIOT

PRÉSIDENT DU RÉSEAU
COHÉRENCE